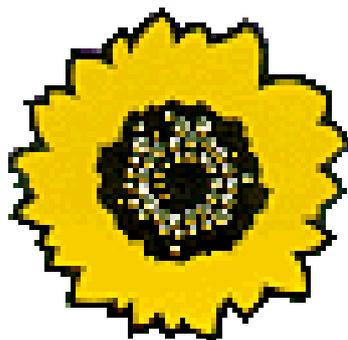


<http://lipietz.net/Commentaires-1353>

Commentaires

- Vie publique - Alain Lipietz et les Verts -



Date de mise en ligne : samedi 6 novembre 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le texte de Dominique Voynet "[Pour une nouvelle étape](#)", distribué depuis le 4 novembre, marque un tournant dans la préparation de l'AG des Verts 2004. Alors que jusqu'ici les textes semblaient ne se distinguer que par des nuances qui obligeaient à de véritables procès d'intention, toujours désagréables et suspects, il faut rendre grâce à Dominique d'avoir abattu ses cartes et donné enfin sens au projet de son courant, "Rassembler". En fait, il s'agit bien d'une déclaration de "recentrage", au sens du fameux texte de la direction Edmond Maire de la Cfdt, en 1977, qui invitait la confédération à abandonner ses options autogestionnaires et écologistes "post-68ardes", et amorçait l'évolution qui conduisit finalement à la ligne Notat.

Ce texte avait frappé les esprits par son aspect de guerre interne, en quelque sorte revancharde (quoique, dans son cas, il n'y ait eu aucune revanche à prendre, contrairement à ce que Dominique a pu éprouver il y a deux ans) : la fameuse "chasse aux coucous". On peut également rapprocher le texte de DV d'un texte de Michel Rocard réalisant la même opération à l'intérieur du PSU, quelques années plus tôt, mais là, vraiment, je vous parle d'un temps que les moins de 20 ans...

Bref, le texte de Dominique nous propose rien moins qu'une rupture avec le tronc commun partagé par les Verts depuis leur création, préparatoire à un ralliement au moindre prix à une alliance "faible" et non autonome avec le PS. Cela dans une version moins provocatrice que son option d'il y a deux ans pour "le grand parti appelé - pourquoi pas - La Gauche". Et naturellement, ce tournant passe par une élimination des scories autonomistes, "fondi" ou gauchistes au sein des Verts.

Comme Domi se heurte à une sérieuse difficulté (ses contradicteurs au sein des Verts sont, eux aussi, pour une alliance avec la gauche... mais à un prix nettement plus élevé), il lui faut pour cela réécrire littéralement l'histoire des Verts, de ses amis et d'elle-même au cours des dernières années.

Suivons la donc pas à pas. (je reprends la totalité du texte, aux formules introductives et conclusives près).

En tout cas, je livre à chacun les éléments de cette réflexion pour qu'au moins, on puisse comprendre la vision que j'ai de l'avenir et qui m'amène à agir comme je le fais. On pourra ainsi accessoirement contester ces positions à partir de ce qu'elles sont réellement et non à partir de ce qu'on pense en connaître.

« Agir comme elle le fait » ne vise évidemment pas le fait de participer à un courant et de s'en assurer le porte-parolat médiatique : c'est la règle du genre politique. Apparemment il s'agit de son choix de quitter Dole, de refuser la place en or de tête de liste des Verts aux européennes dans sa région, de venir dans une grande ville parisienne, d'y négocier directement avec le PS un poste de sénatrice, bref de s'engager dans une "reconquête" des Verts à partir de Paris et de son rapport privilégié au PS.

On a coutume quand on parle de l'histoire des Verts, de distinguer deux grandes étapes, qui correspondent chacune à une dizaine d'années.

DE LA FONDATION DES VERTS A L'ABANDON DU « NI DROITE - NI GAUCHE »

La première étape est celle qui va de la fondation de notre mouvement à l'abandon du « ni droite - ni gauche ». On la résume parfois par la formule « naissance et affirmation des Verts ».

Dans cette période, notre propos explicite fut de donner à l'écologie une expression politique, par rapport à l'écologie associative, en affirmant la nécessité de porter plus loin le témoignage des crises écologiques déjà perceptibles par le biais du combat électoral.

Nous prétendions, sur les traces de René Dumont, jeter les bases d'une première articulation entre les questions d'environnement et les questions économiques et sociales : notre activité combinait en réalité surtout la présence dans des combats emblématiques (nucléaire, luttes locales) avec une inscription forte des militants dans des pratiques de vie à forte tonalité pacifiste, alternative ou tiers-mondiste.

Notre propos explicite n'était évidemment pas l'occupation de positions institutionnelles qui paraissaient hors de portée, mais la conquête de ce qui était curieusement appelé alors « la majorité culturelle ». Nous étions, assez joyeusement d'ailleurs, tout à la fois dans le symbolique, la protestation, le catastrophisme, et dans l'expérimentation locale.

Nous rencontrons ici un premier exemple de l'un des deux procédés rhétoriques constants du texte : ironiser sur les idées qui ont jusqu'ici guidé les Verts, sans se risquer à en critiquer ouvertement le contenu.

L'expression "majorité culturelle" est empruntée à Gramsci. Elle exprime l'idée qu'avant de prétendre à la majorité politique, il faut conquérir les esprits, faire avancer dans l'opinion publique le contenu de ce que nous avons à dire sur les enjeux de société, pour, ensuite, prétendre à la majorité politique (éventuellement dans un système d'alliance) et y mettre en oeuvre des politiques publiques conformes aux aspirations de cette majorité culturelle. Remettre en question la stratégie de "conquête de la majorité culturelle" signifie soit qu'on y renonce - faute de différence significative entre notre projet et celui de nos alliés - soit qu'elle est déjà acquise, ce qui est un peu optimiste...

Nous contribuâmes néanmoins à révéler l'existence d'un potentiel électoral écologiste spécifique. La bulle « ni droite ni gauche » des dernières années du premier septennat Mitterrand aidant, les scores atteignirent et dépassèrent dès cette époque les 10 %.

Nous évoluions, rappelons le, dans le contexte des années 80, marquées par le tournant de la rigueur, les premières et douloureuses reconversions industrielles, le développement de l'exclusion, la première cohabitation. Les catastrophes écologistes étaient assez « porteuses ».

L'émergence de phénomènes similaires dans l'Europe du Nord, parut confirmer notre intuition de l'émergence possible, sans précédent depuis 60 ans (c'est-à-dire depuis la scission entre socialistes et communistes) d'une nouvelle culture politique et d'une nouvelle tradition du changement.

Quelques-uns d'entre nous accédèrent du coup à des postes électifs, en commençant par l'échelon atypique mais hautement symbolique du parlement européen, élu à la proportionnelle. D'autres parvinrent à investir des municipalités de villes moyennes, d'autres moins nombreux des conseils régionaux.

Deuxième procédé rhétorique du texte : des « approximations » historiques qui n'ont l'air de rien, mais induisent une vision de l'histoire plus conforme à la thèse de l'auteure. En réalité, le succès des Verts aux européennes de 1989 n'est que la continuation du « raz-de-marée » vert aux municipales quelques mois plus tôt, obtenu en totale autonomie (même pas « contractuelle »). Il appartient à la même période que le raz-de-marée écolo (14%) des régionales de 1992, où une légère majorité des voix des écologistes est allée à Génération Ecologie, alors clairement marquée à gauche et participant au gouvernement Cresson, avec Mitterrand.

Il s'agit, en travestissant l'histoire, de cacher les vrais débats : comment consolider une avancée culturelle par la mise en oeuvre de politiques publiques - ce dont Marie-Christine Blandin nous donnera un remarquable exemple à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais. Les Waechteriens refusaient les conditions de cette consolidation en refusant tout contrat avec la gauche.

Dans ces années, le plafond d'adhérents des verts n'excéda point les 3 à 4000 adhérents, c'est-à-dire pas plus que les groupes d'extrême gauche dont nous empruntons d'ailleurs assez largement le modèle d'une organisation largement aut centrée, voire nombriliste.

La défaite interne de l'isolationnisme d'Antoine Waechter (« L'écologie n'est pas à marier ») eut deux causes majeures, en sus de celles qui tenaient aux ambiguïtés idéologiques et aux limites intrinsèques du personnel vert dirigeant de cette époque :

D'abord le renfort de beaucoup de militants venus poursuivre sous d'autres formes leurs engagements antérieurs, largement marqués à l'extrême gauche et porteurs contradictoirement d'un fort sentiment d'appartenance au camp de l'émancipation et de contentieux anciens presque générationnels, avec les socialistes. À tout cela s'ajoutait peut-être chez une partie d'entre eux le sentiment d'avoir raté le coche de l'union de la gauche ayant abouti à la « victoire » de 1981. Je note que cette génération dirige aujourd'hui notre mouvement.

Ici le travestissement de l'histoire provoque un haut-le-cœur qu'il faut s'efforcer de prendre avec le sourire. En somme, l'actuelle majorité (DDV-PE) est accusée d'être composée de coucous venus faire leurs oeufs dans le nid des Verts après avoir raté le coche de 1981 par antisocialisme primaire. Secondairement, il veut laisser entendre que Dominique était à cette époque le fer de lance de l'alliance à gauche.

Rectifions pour les nouveaux adhérents (qui sont l'écrasante majorité).

À cette époque, la plupart des dirigeants de l'actuel courant « Pôle Ecologiste » étaient des Ecologistes pur sucre et waechtériens. Quant aux animateurs de DDV, s'il est vrai que certains, tout en venant des groupes post-68ards (mais comme beaucoup de monde aujourd'hui à gauche), étaient tout à fait hostiles à l'idée de travailler avec le PS, d'autres avaient depuis le temps sauté le pas. Gilles Lemaire avait rallié le PS et le quittera plus tard, désespérant d'y trouver un moteur de la transformation sociale. Je faisais partie en 1981-1983 de la cellule économique de l'Elysée chapeauté par Attali, Hollande et Bianco. Je l'ai quittée sur de profonds désaccords, et mon livre de bilan - propositions (« L'audace ou l'enlisement », 1984) m'a valu d'être invité par les Verts, qui naissaient la même année, à prendre la tête de leur liste en Seine-Saint-Denis aux élections de 1986. D'autres de mes amis - tels Gérard Peurière - de l'appel « C'est l'heure » (initié par Pierre Radane) rejoignaient au même moment les Verts après avoir pensé un moment que c'était l'heure de travailler avec le PS.

Quant à Dominique elle-même, je ne pus obtenir avant longtemps qu'elle affichât clairement une volonté d'alliance avec la gauche. Au début de sa campagne 1995, elle proclamait encore, lors d'une grande émission télévisée, n'être « ni chrétienne ni de gauche », et à l'issue de sa campagne refusait d'appeler clairement à voter Jospinau second tour. Quant à ses plus proches conseillers actuels, ils viennent des groupes les plus sectaires de l'extrême gauche (mais effectivement hostiles aux aspects libertaires, anti-productivistes et anti-étatistes de mai 68) : le trotskisme lambertiste et le PCRML.

Ces travestissements de l'histoire ont toujours le même but : dévaloriser l'adversaire et laisser entendre un passé « éclairé » de l'auteure. Quant au second aspect, il importe peu (j'aimais bien les aspects gauchistes de la jeune Dominique, même s'ils m'agaçaient parfois). Quant au premier aspect, il sert à masquer que l'actuelle majorité des Verts a construit sa culture politique dans un rapport actif avec le PS, qui lui a permis de mesurer qu'on peut et on doit faire des choses avec l'incontournable PS... à condition d'avoir construit une force autonome passant avec lui des contrats précis.

Ensuite l'impossibilité progressivement perçue, dans un système institutionnel fortement bi-polarisant, de s'abstraire de l'affrontement entre les deux grands dispositifs de partis et de transcrire des scores relativement élevés en accession aux responsabilités.

La minorité d'alors, submergeant en somme l'endigement dans lequel les idéologues ambigus du « ni droite ni gauche » essayaient de la contenir, parvint à l'emporter.

Mais elle n'était elle-même munie que d'un viatique programmatique un peu léger, superposant gaiement aux éléments antérieurs (le local, la déconnexion avec l'économie monde, la production autocentrée, les circuits courts) des zestes de relance économique néo-keynésienne, des doses de rupture avec l'Europe monétaire en construction, et la revendication d'une économie de tiers secteur.

Tiens, tiens. Assourdissante lacune : la réduction de la durée du travail est oubliée ! Cet axe stratégique, que les Verts ont été seuls à porter, disons de 1984 à 1997, était pourtant ce qui articulait le souci de l'environnement (le

refus de la relance keynésienne par la consommation - si ce n'est très sélective et écologiquement soutenable), de la solidarité (faire reculer le chômage) et de la démocratie (la conquête du temps libre).

Dominique n'en avait jamais été une porte-parole créative, mais l'avait acceptée. Ses conseillers d'aujourd'hui n'ont jamais pu cacher la réticence de leur culture envers cet axe stratégique. Or il est très probable que ce sera, comme en 1996-97, un point dur de la négociation avec le PS.

La volonté de rupture affichée avec le productivisme de droite et de gauche, si elle tenait lieu d'affichage identitaire dynamisant, masquait en réalité assez mal la faiblesse théorique et doctrinale de l'apport d'un courant de pensée qui se voulait nouveau.

En tout cas, cet apport n'était ni explicité, ni constitutif d'un patrimoine nettement formalisé, à l'exception de la production abondante et didactique de tel ou tel. Ce qui d'ailleurs n'a que peu changé.

À nouveau, le procédé rhétorique n°1 du texte : traiter par l'ironie l'anti-productivisme, effectivement le fondement et pas seulement l'affichage de l'écologie politique. Dire que s'en réclamer ne dispense pas du travail d'élaboration est un truisme. Laisser entendre que les Verts se souciaient peu de ce travail d'élaboration est au mieux une autocritique dont il faut laisser à l'auteure la responsabilité, au pire une injustice. C'est faire peu de cas en effet de l'expertise accumulée dans les commissions et déjà dans la pratique des Verts. Ayant l'immodestie de me compter parmi les « tel ou tel », je peux témoigner que je n'aurais pas écrit « La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale » sans l'extraordinaire atelier collectif à ciel ouvert que constituaient les Verts, avec les centaines de réunions auxquelles ils m'ont offert de participer sur ce sujet en une dizaine d'années.

Cette expertise des Verts ne croîtra jamais assez vite, mais est déjà remarquable. Dominique devrait lire l'actuel programme des Verts adopté il y a un an.

Contradictoirement et pendant toute cette période cependant, l'expertise thématique et quasi professionnelle des Verts en matière environnementale progressa significativement (énergie, déchets, nature santé...).

Mais au plan politique, nous nous pensions encore très largement dans le meilleur des cas comme le parti enfin constitué des « nouveaux » mouvements sociaux et écologistes, mouvements dont nous avons la prétention en somme d'être l'aile politique marchante.

Cette ambition n'était pas sans fondement : aux combats de la période antérieure (mouvement des femmes, régionalistes, antinucléaires) s'étaient ajoutés (déjà) ceux issus de l'immigration, des banlieues, des mal logés, des chômeurs ou des précaires.

A l'époque progressaient aussi des contestations spécifiques au sein du syndicalisme agricole, l'affirmation de la Confédération Paysanne et l'émergence de forces nouvelles au sein du syndicalisme de salariés, la Cfdt ayant entrepris ses formes de mise à jour dans l'isolement le plus complet.

Phrase d'une merveilleuse ambiguïté. L'auteure veut-elle dire que cette « mise à jour » de la Cfdt est un volet de ces « émergences syndicales » ou au contraire d'isolement par rapport à cette rénovation ? En bref, que pense-t-elle de l'évolution de la Cfdt ? de la Cgt, de la Fsu ? de Solidaire ?

La plupart de ces émergences se menaient d'ailleurs en tension avec les socialistes, par exemple lors de la seconde cohabitation.

De façon cumulative, l'arrivée des Verts, accidentelle mais marquée par un grand sens tactique, à la présidence de la Région Nord Pas de Calais, et les effets déjà nocifs des politiques Balladur, donnèrent du crédit à l'hypothèse d'une entente avec les partis de la gauche réformiste et actualisèrent la question de l'alliance des Roses, des Rouges et des Verts pour former une nouvelle majorité.

Mais la question de savoir si cette alliance était d'opportunité, de simple tactique, ou de nature plus stratégique ne fut pas clairement tranchée, en tout cas pas par tous les Verts ; certains ne s'y résignèrent que par opportunité.

La notion mi-chèvre mi-chou, vaguement oxymorique, d'« autonomie contractuelle » fut ultérieurement le reflet temporaire de cette sorte de compromis interne fondé comme bien souvent sur le refus ou sur l'impossibilité de clarifier.

Que la notion d'autonomie contractuelle n'ait pas été clarifiée avant l'AG du Mans (1996) est sans doute vrai. Depuis, nous sommes arrivés à une définition extrêmement précise que synthétise la motion quasi unanime adoptée lors de notre dernière AG (Nantes 2002).

Cette répudiation de l'autonomie contractuelle, ironiquement traitée d' « oxymore » (clair-obscur en français : cf. Corneille « cette obscure clarté qui tombe des étoiles... ») est significative de l'incapacité de l'auteure à en maîtriser la dialectique. Passée d'une position « autonomie sans contrat » (en 1995) à une position « contrat sans autonomie » (aujourd'hui), l'auteure se refuse à comprendre que, même en droit civil, pour passer un contrat, il faut être autonome et le rester. Nous voulons être des partenaires loyaux si le contrat est bon et respecté. Cela suppose d'être autonome pour en définir les termes acceptables, et de le rester pour réagir à ses éventuelles violations, de le rester toujours pour aller de l'avant vers notre projet, l'écologie politique et le développement soutenable et solidaire.

DE LA SORTIE DU « NI - NI » A LA PRISE DE RESPONSABILITES

S'ouvrit alors et de façon très explicite voire volontariste ce qu'on a convenu d'appeler une seconde étape, dans laquelle nous nous trouvons encore et qu'on qualifiera sans risque de période de « maturation des Verts ».

Nous sommes encore dans cette étape ; l'un des enjeux du congrès de Reims est d'envisager de commencer à en sortir.

On ne sort jamais d'une maturation, sauf en tombant et en pourrissant. Nous n'en sommes pas là. Les Verts ont encore beaucoup à apprendre et à donner.

Cette étape s'est caractérisée en France, à la différence d'autres pays européens qui ont bénéficié d'un processus plus graduel, par l'entrée simultanée des Verts dans le Parlement national et dans le gouvernement.

Mais nous avons dirigé une région, ce qu'aucun de nos amis européens n'avaient jamais fait. Cette approximation comme celles qui suivent servent à minorer l'expérience collective des Verts pour exalter l'exceptionnelle expérience ministérielle de l'auteure (« Si vous, qui en 1997 n'étiez rien, aviez vécu ce que j'ai vécu, vous sauriez... »).

Cette entrée concomitante, due à la dissolution hasardeuse de 1997, eut comme effet positif l'achèvement du processus d'unification des écolos de gauche et un afflux de militants auquel cependant ni notre organisation ni nos statuts, conçus en d'autres temps, ne nous avaient vraiment préparés.

Ces nouveaux militants étaient, cette fois issus, pour certains d'entre eux du Parti Communiste ou du Parti Socialiste, et porteurs d'une autre histoire, d'un autre rapport à la politique.

Je ne tirerai pas ici toutes les leçons de notre passage au gouvernement et au parlement en position ultra-minoritaire, mais le simple fait qu'il ait été impossible depuis lors d'en tracer un bilan relativement consensuel et même serein, est le signe pour le moins d'un certain nombre de malentendus et de faiblesses structurelles de départ.

Les Verts se sont en effet divisés, il y a deux ans, sur le bilan de cette expérience. La majorité de Nantes a relativement bien cerné les raisons de l'échec du 21 avril 2002. En refusant encore aujourd'hui de partager ce bilan, Domi s'expose à reproduire les mêmes erreurs en 2007.

Faiblesses et malentendus initiaux en premier lieu sur les rapports de force (y compris électoraux) de la période : contrairement à ce que laisse croire la progression ultérieure, nous entrâmes dans cette alliance en position de relative faiblesse électorale, la campagne présidentielle de 1995 ayant été effectuée sur une thématique assez « gauche de la gauche » et n'ayant pas eu les effets de seuil attendus, l'élection législative de 1997 n'ayant pas quant à elle non plus affirmé de poussée verte particulière.

En 1997, ceux qui sont aujourd'hui les Verts portaient encore divisés aux élections. Il faut rajouter à leur score celui de CES, le parti de Noël Mamère qui, contrairement au Parti Ecologiste d'Yves Pietrasanta et aux « groupes locaux », avait jusqu'ici refusé la fusion, bien que dans la négociation avec le PS les Verts aient fait réserver une circonscription pour lui (et pour Marchand, de l'AREV). Le total atteint 7%, ce qui est peu, mais bien mieux qu'en 94 et 95. Surtout, faute de proportionnelle, cela donnait un nombre d'élus dérisoire. L'abandon de fait de la revendication de proportionnelle, sous la pression de Dominique, reste une des plus graves fautes de cette expérience.

Sans doute l'intériorisation des facteurs de crise par une société rongée par le chômage expliquait-t-elle au demeurant, autant que nos propres insuffisances, la stagnation relative de nos scores. C'est une leçon à méditer que de constater que les préoccupations écologiques semblent inversement proportionnelles à la courbe du chômage, que les sentiments d'insécurité de toute nature ne constituent pas en eux-mêmes un facteur positif de prise de conscience des enjeux écologiques à un moment donné. Et cela d'autant plus que les Verts n'apparaissent plus, comme c'était le cas à la fin des années Mitterrand, comme l'exutoire exclusif à la déception créée par les partis de la gauche traditionnelle.

Flou ensuite sur les conditions de préparation programmatique et concrète de cette affaire : l'accord de 1997 mêlait des choses extrêmement précises à des déclarations d'intention d'une affligeante généralité. Il reposait en tout état de cause sur l'illusion largement entretenue aujourd'hui encore que le degré de réforme possible est essentiellement une affaire de volonté politique alors qu'elle est en premier lieu une affaire de rapports de forces au sein de la société, et de méthode permettant de surmonter les obstacles institutionnels et sociaux qui tendent au maintien de l'ordre existant.

Point essentiel, formellement juste (c'est toute la question de la conquête de la majorité culturelle - voir plus haut), mais utilisé à contre emploi par Dominique, sans doute pour justifier à l'avance des négociations au rabais avec le PS sous prétexte que « la société n'est pas prête ». Tous les sondages montraient que dans les arbitrages défavorables rendus par Jospin au nom de l'équilibre, les Verts étaient plus proches de l'opinion publique (de l'opinion de gauche ou de l'opinion tout court) que l'arbitrage Jospin. (Voir mon livre bilan « Refonder l'espérance »).

Quant à la volonté politique, elle s'exprime par le vote des citoyens qui choisissent un programme. Il est clair que ce programme peut être en avance ponctuellement sur la majorité culturelle (exemple : l'abolition de la peine de mort, et probablement le PACS au moment où ils sont votés par les députés). Mieux vaut pourtant s'en tenir à la juste maxime de « faire ce qu'on a dit ». Car la sanction n'est jamais loin : les élections suivantes.

En tout cas, **le contrat interne passé entre les Verts** pour déléguer à l'une, puis à un second, des leurs la responsabilité gouvernementale, ne fut ni hiérarchisé dans ses contenus, ni clair, ni explicite.

Notons qu'il y eut 3 membres du gouvernement, et devinons celui qui est oublié.

Confrontés à l'exercice de responsabilités auxquelles nous n'étions guère collectivement préparés, nous dûmes procéder empiriquement, au coup par coup, dans le cadre de l'exercice jospinien des équilibres internes tortueux de la majorité plurielle, qui ne favorisait pas une lisibilité claire des avancées, des compromis positifs ou des reculs plus ou moins librement consentis.

Il en sera toujours ainsi, et il faut s'y adapter. Quelle que soit la précision des programmes, il faut « improviser » la réponse adaptée face aux lâchages incessants de la social-démocratie : avaler la couleuvre, taper du poing sur la table, mettre en scène une crise, etc. Le problème (dont nos amis allemands donnent des exemples autrement graves) est que tout s'est passé comme si le cabinet de la ministre s'arrogeait le monopole des arbitrages, en lieu et place du parti.

Faiblesses structurelles enfin sur les liens concrets qui ne cessèrent de se distendre dans cette période, entre ceux qui, entrés dans les exécutifs à presque tous les niveaux menaient le combat d'une autre façon qu'antérieurement, et les militants de notre mouvement qui eurent le sentiment d'une importante déconnexion ou d'un décalage croissant avec les précédents.

Cette prise de distance, base d'une appréciation contrastée du bilan gouvernemental, eut comme sanction la dislocation et la dispersion des Verts dits pluriels, c'est-à-dire de l'ancienne majorité des Verts. Comme d'habitude, cette crise de majorité n'emprunta pas le chemin direct d'une confrontation politique nette mais la forme torturée du psychodrame des présidentielles.

Judicieuse remarque qui a pu échapper à certains des acteurs ou spectateurs de l'époque...

Cette coupure des uns avec les autres, est interprétée par les uns sur le registre de l'opportunisme des dirigeants, par d'autres comme le produit d'un certain irréalisme des militants.

Je crois plutôt qu'il faut la lire comme le symptôme d'une faiblesse collective de nos projets, nationaux, sectoriels ou de territoires, dont la cohérence devrait être là pour mettre du lien et donner à chacun sa place dans le combat commun. Il faut la lire aussi comme une faiblesse de la communication politique interne dans un tout petit parti.

Quoi qu'il en soit, je prétends que, grâce à l'habileté des uns, à la patience des autres et à la capacité de liant des troisièmes, l'affaire ne fut pas si négative que cela.

Personne ne « prétend » qu'elle fut totalement négative. Le bilan a été tiré par les électeurs, le 21 avril, et nous pensons tous que la défaite n'était pas si méritée, qu'en tout cas, le personnage Jospin et le PS dans son entier y ont mis du leur, etc. Reste que la solution consistant à « changer de peuple » n'est pas satisfaisante pour des démocrates. Mieux vaut étudier sereinement « ce qui n'a pas collé » pour éviter le retour des erreurs.

Je constate en tout cas que les bénéfices politiques qu'en tirèrent les Verts furent significatifs. Favorisées certes par une actualité environnementale chaude (vaches folles, poulets « dioxinés », oiseaux mazoutés) les séquences électorales qui suivirent furent positives : nous entrâmes dans des exécutifs régionaux en 1999, la campagne européenne de Dany fut remarquable, nous eûmes des adjoints dans nombre de grandes villes et cela alors même que les résultats globaux de la gauche marquaient le pas.

En gros, les électeurs ne nous sanctionnèrent pas (immédiatement) des faiblesses déjà patentes voire des abandons de la gauche plurielle.

On retrouve une « théorie » dont bénéficient aujourd'hui les Verts allemands, déjà vérifiée en 89-93 en France : les Verts profitent du désamour de la social-démocratie quand elle s'use au pouvoir, mais celle-ci peut les entraîner dans sa chute.

Le parti doubla alors presque ses effectifs. Des militants différents, plus jeunes pour les uns, plus habitués aux choses de la gestion, firent le pas de l'adhésion, et l'expertise collective se renforça d'une façon très significative. C'est ce dont témoignent les progrès considérables de nos propositions, inscrites dans les deux campagnes présidentielles et législatives de 2002, ainsi que ceux notés à l'occasion de la récente convention programmatique.

Nos options stratégiques devinrent plus pro-européennes,

... mais de plus en plus anti-maastrichtiennes, quelques années avant Fabius... Rappelons que l'auteure, comme moi-même ou Marie Blandin, avons su voir dès 1992 les dangers de ce traité. Ce qui ne nous empêchait pas d'être pro-européens.

nous commençâmes à aborder des thèmes moins traditionnellement familiers pour des écologistes, et notre qualification politique collective se renforça.

D'où vient alors le sentiment assez partagé d'une sorte d'amertume au sortir de l'expérience ?

Sans doute en interne au fait que l'empilement non dépassé de nos traditions politiques, le caractère mal assumé, en tout cas insuffisamment partagé, du passage d'une étape à l'autre, ont abouti à **la coexistence dans notre parti de plusieurs formes d'appartenance ou de sentiments d'appartenance à des communautés militantes différentes, cloisonnées et, plus fâcheux, perçues comme incompatibles.**

Nous revenons là sur le problème du caractère de plus en plus monarchiste du gouvernement des Verts dans la dernière période de la majorité plurielle, à l'origine du changement de majorité à l'AG de Nantes fin 2002. Cela dit, les tensions furent réelles, inévitables, légitimes. Le problème de les réduire ou de les réguler se posera et reposera toujours : pas d'illusion à avoir sur une solution miracle. Cela ne dépend pas tant des statuts que de la personnalité et de l'éthique des responsables.

D'où vient aussi le fait que nous semblons « rentrer à reculons » dans une alliance, avec les partenaires de laquelle nos rapports d'estime et de confiance restent aussi problématiques ?

Sans doute en externe, au fait que les Verts restent un parti de premier tour : le maintien d'un rapport de forces électoral et organisationnel très favorable aux socialistes aboutit sans cesse, et même dans la victoire (voire les récentes régionales) au résultat que nos partenaires paraissent s'en sortir toujours mieux que nous, en tout cas avec des gains de positions supérieurs aux nôtres et à ce que nous estimons être leur apport réel aux résultats de la coalition dans son ensemble.

Cette impression désagréable de n'être pas respectés, jadis vécue par les communistes et interprétée par eux (à tort) comme la cause historique de leur recul, est d'autant plus insupportable qu'elle nous renvoie sans cesse à l'image d'un petit « parti d'appoint » qui nourrit la curieuse obsession de la « PRG-isation ».

En tout état de cause, elle aboutit à une sorte de complexe d'infériorité par rapport à nos alliés dont la manifestation la plus pénible est la plainte du faible au fort, perçue probablement par une partie de l'opinion comme le signe de notre part d'une certaine dose d'impuissance velléitaire.

Ce sentiment permanent de maltraitance, très sensible chez nos élus locaux participant en formation minoritaire à des exécutifs dominés par les Socialistes, est, au moins en partie, à l'origine du « coup de barre à gauche » donné à Nantes.

Point important : y a-t-il eu simplement « sentiment de maltraitance » ou « réalité de la maltraitance » ? le PS avait-il vraiment accepté l'accord de 1997 ? ou les couleuvres qu'il nous a fait avaler étaient-elles justifiées ?

Là encore, on voit bien la rhétorique de l'auteure : les Verts se plaignaient trop, et leurs dirigeants actuels ne sont pas capables d'assumer les nécessaires compromis que les « deux » ministres, eux, avaient su comprendre.

Il faut heureusement mettre les choses au point : les Verts d'aujourd'hui n'envisagent pas de refuser les alliances qui permettraient la victoire. Ils partent résolument à la recherche d'alliés. Mais cette recherche ne se résume pas à des têtes à têtes avec les dirigeants socialistes. Nous voulons mettre dans le coup les forces sociales, pour un accord qui en vaille le coup. Car il ne suffit pas de gagner une élection. Le vrai test, c'est de gagner la suivante !

D'une façon générale, le 21 avril 2002 est l'autre « trou noir » de ce texte, avec le partage du travail.

Le propos explicite de celui-ci fut de rechercher par des tentatives de « convergences solidaires » avec les mouvements sociaux, une façon de recréer du rapport de forces avec nos partenaires, de montrer que nous n'étions pas isolés dans la société. Question pertinente, réponse décevante.

Indépendamment de la difficulté à construire ces convergences, sur un terrain largement occupé par l'extrême gauche, cette orientation présente depuis quelques temps un certain nombre d'effets pervers.

Le principal de ces effets étant de **dépolitiser notre mouvement, de le faire revenir à la phase antérieure, c'est-à-dire à la phase du témoignage**, de réduire sa capacité à produire du consensus, de remettre à des lendemains meilleurs la question politique par excellence à savoir : le monde étant ce qu'il est, avec ses points faibles et ses ressources, et sans perdre de vue nos objectifs de long terme, que faire **dès à présent** ?

À cette question, la réponse de ce qui s'autoproclame « la gauche des Verts » est de dire qu'il faut lutter, renforcer le mouvement social, accumuler des forces, gagner des parts de marché par des actions symboliques exemplaires etc. etc.

Nous retrouvons ici la thématique introduite l'été dernier par Marie-Hélène Aubert contre les arrachages d'OGM en plein champs (Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur la continuité entre le texte de Dominique Voynet et la « petite musique » développée depuis 2 ans par l'une des branches de l'ex-courant « Rénover maintenant »).

Pour la majorité des Verts issue de l'AG fondatrice de Nantes, les actions « de témoignage » menées en liaison avec les mouvements sociaux ont d'abord un contenu (dans ce cas la prévention de la dissémination des gènes). La résistance civile est la forme naturelle de lutte contre les erreurs irréversibles du productivisme... même quand nous ne sommes pas au pouvoir ! La résistance au productivisme pour sauver la planète ne se met pas en veilleuse pendant les années où les Verts sont dans l'opposition.

Elles ont par ailleurs une forme : en effet la liaison avec des forces différentes de nous (ici une jonction entre écolos, Confédération Paysanne, pacifistes de la Communauté de l'Arche, etc.) qui a elle-même un double effet. Certes, notre renforcement dans le rapport de force avec « l'ordre établi ». Mais surtout la construction de la fameuse « majorité culturelle », dans un partenariat où chacun (parti, associations, syndicats) apprend de l'autre et se transforme lui-même.

On peut appeler ça avec mépris « gagner des parts de marché ». Et en effet nous espérons bien qu'il y aura des retombées électorales. Et alors ? On nous disait, l'été 2003, que les Verts n'étaient plus qu'à 3% et ne pouvaient espérer que 1 ou 2 députés européens. La suite a montré que la « part de marché » des Verts s'était miraculeusement reconstituée. Qui s'en plaindra ?

Cette réponse est à mes yeux une réponse politique faible en ce sens que par définition l'objet d'une politique réformatrice et même d'un réformisme fort ou radical, est d'apporter des réponses praticables immédiatement, des compromis dynamiques crédibles pour reprendre l'expression célèbre, entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas ».

Hélas ! toute lutte débouchera toujours sur des compromis entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, et il faudra encore lutter dans 1000 ans, dix mille ans ! Le problème de l'auteure, c'est que, suivant la pente de la direction Cfdt, elle prétend anticiper les compromis possibles, sans même songer à déplacer au préalable les rapports de force dans la société. Or, comment le faire sans les mouvements sociaux ? S'imaginer-elle que l'alliance consommateurs-écologistes-paysans, cette « majorité culturelle contre la mal-bouffe », qui a refusé, en France puis en Europe, malgré l'OMC, le veau aux hormones il y a 20 ans et maintenant les Ogm, s'est construite toute seule ?

Ce que d'aucuns qualifient de « dérive mouvementiste » est incapable de faire programme ou de permettre de dresser des priorités. Elle sélectionne dans la société ceux qui sont d'accord a priori ! Au fond elle ne tient pas vraiment compte du fait démocratique majoritaire.

La majorité n'est jamais un fait, mais une conquête, c'est ce que toutes les approximations historiques de l'auteure visent à cacher. La nouveauté de l'écologie politique ne trouve pas une opinion publique déjà faite, anti-productiviste, etc. Au contraire. Nous sommes partis petits. Nous avons progressé dans l'opinion. Pas assez vite pour faire face aux dégâts du productivisme. Mais si nous nous en étions tenus, et nous en tenions demain, au « fait » de la majorité telle qu'elle est, nous n'aurions plus qu'à retourner danser en attendant que le Titanic se jette sur l'iceberg.

L'auteure confond en fait deux choses : le combat permanent des écologistes, y compris comme minorité prophétique dont René Dumont nous a donné l'exemple, et le respect absolu de la démocratie (et donc de la majorité telle qu'elle est construite à un moment donné) pour mener des politiques publiques.

Faire programme, c'est donc affirmer un projet qui certes peut rester longtemps minoritaire, mais aussi, selon les axes de ce projet, proposer les compromis qui peuvent devenir majoritaires électoralement, à un moment donné de la conquête de la majorité culturelle, pour déjà « faire quelque chose pour la planète » et donner envie d'aller plus loin...

POUR UNE NOUVELLE ETAPE

C'est pourquoi je pense utile de ne pas prendre le risque de végéter dans cette impasse, et de s'engager au contraire dans une troisième étape.

Mon propos est ici d'ouvrir le débat entre nous sur les principales caractéristiques d'un parti parvenu à cette nouvelle maturité.

Autant que les points d'accords ou les points de dissension actuellement constatés, ces grands traits du parti des années 2004-2014 que nous appelons de nos vœux devraient d'après moi, faire l'objet d'un vrai débat politique. J'ai essayé de mettre l'accent sur huit de ses caractéristiques, mais évidemment on pourrait en imaginer bien d'autres.

1/ Un parti à la hauteur des problèmes posés par l'état écologique de la planète :

Si comme le dit Yves Cochet, notre planète se dégrade, si des éléments stratégiques de rupture sont appelés, autour des questions énergétiques à déstabiliser en profondeur dans les années qui viennent le système tel qu'il fonctionne en gros depuis un siècle, si la perte de la diversité biologique et la préservation du vivant deviennent un des grands enjeux planétaires, alors c'est une réforme radicale des échelles et des modes d'action, de production et de consommation qu'il faut penser.

Tout cela, notons le bien, sans conquête de la majorité culturelle et sans liaison avec les mouvements sociaux, dans le respect du « fait majoritaire ». Nous attendons avec curiosité LA solution miracle de l'auteure. Patience !

Ca fait longtemps que nous en avons l'intuition : un parti qui prétend s'attaquer à des problèmes de cette ampleur et de cette complexité doit inscrire son action dans une vision fortement européenne.

La netteté de ses priorités, l'affichage d'objectifs intermédiaires hiérarchisés et clairement identifiés par l'opinion, la volonté de mettre en place des dispositifs partenariaux d'urgence et de « front uni », font partie des caractéristiques d'une formation verte profondément renouvelée.

Ah. L'Europe, comme solution miracle. Problème : le Parti Vert Européen aura à se poser exactement les mêmes questions. Nous en faisons l'expérience tous les jours au Parlement européen. Quant à l'affichage des priorités, nous en aurons un exemple dans un instant.

Un mot sur l'expression « front uni ». C'est le mot chinois, dialecte vieux-mao, pour « autonomie contractuelle ». Quel conseiller a bien pu souffler ça à l'auteure ? Mais ici ça devient un nom de « dispositif partenarial d'urgence ». Tiens.

2/ Un parti intellectuellement outillé, un parti écologiste généraliste :

Il devient urgent de revisiter et de clarifier le statut de l'Ecologie politique afin de savoir à quoi nous faisons adhérer ceux à qui nous nous adressons. Nouveau paradigme global, nouvelle conception du monde globalisante, nouvelle grille d'interprétation du réel ?

Ou élément théorique capital et structurant certes mais devant rencontrer d'autres éléments d'analyse thématiques ou sectorielles, d'autres cultures et pratiques du changement pour former un vraie pensée (et un vrai parti) généraliste(s) de transformation économique écologique et sociale ?

Je plaide pour la seconde formule pour de très nombreuses raisons : au-delà de nos faiblesses théoriques actuelles, la plus importante raison est que seule cette posture modeste peut faire converger des critiques et remises en cause de la société contemporaine qui se pensent aujourd'hui comme séparées, voire comme indépendantes. On me permettra cet aphorisme :

On peut venir à l'Ecologie politique par d'autres voies que par l'Ecologie...

Oui, oui, oui... sauf que le choix de l'auteure est décisif : même si on vient « à l'Ecologie politique par d'autres voies que l'Ecologie » (?), celle-ci ne sera jamais, selon elle, qu'un « élément thématique sectoriel parmi d'autres ». Ces autres éléments, à combiner à l'écologie politique mais qui lui sont étrangers (la solidarité ? la démocratie ?), seront donc la spécialité « thématique et sectorielle » d'autres partis. A moins que tous ces partis ne fusionnent dans un grand parti généraliste que l'on pourrait par exemple appeler « La Gauche » ?

Soyons sérieux. Le choix des Verts, depuis l'origine (Dumont, etc.) est en effet la première branche de l'alternative. Eh oui, l'écologie politique est à la fois une approche (intellectuelle, éthique, etc.) et une politique inspirée par cette

approche qui revisite, recoloré, tout l'héritage progressiste de l'humanité (« Nous sommes des nains perchés sur des épaules de géants », disait l'autre) à la lumière des urgences nouvelles (dont Yves Cochet souligne la nouveauté dramatique). Or les forces de la « vieille gauche » n'en continuent pas moins d'exister, ce qui nous oblige à nous poser la question du rapport avec elles. D'où la thématique de l'autonomie contractuelle, etc.

Mais évidemment, si l'écologie politique ne représente plus qu'une thématique sectorielle...

3/ Un parti de l'intérêt général :

Le parti que nous voulons ne peut évidemment se contenter d'être le parti des couches moyennes salariées urbaines, ni d'ailleurs le parti d'un seul groupe social : il doit incarner sociologiquement en lui-même l'alliance « culturelle » que nous voulons pour toute la société.

Il doit être à l'image de son électorat actuel et potentiel.

Il doit ambitionner d'être le point de focalisation et de rencontre des acteurs/promoteurs des valeurs contemporaines de l'émancipation : production écologiquement et socialement responsable, consommation maîtrisée et plus égalitaire, temps libéré, éducation démocratisée, sécurités collectives améliorées, décisions démocratisées, solidarités entre les générations, hédonisme personnel et solidaire, sentiment d'appartenance fort à la communauté des citoyens du monde.

On comprend à partir de là qu'il faille diversifier et discriminer positivement en faveur des composantes ouvrières et populaires, de la jeunesse et des groupes issus de l'immigration, des intellectuels prolétariés, mais aussi élargir à l'autre bout du spectre en direction des intellectuels, des artistes, des artisans, des acteurs du monde rural et des très nombreux entrepreneurs critiques des dérives actuelles du capitalisme.

Nous avons ici le premier exemple de ce que l'auteure entend par « hiérarchiser ». Laissons de côté le paragraphe un peu amorphe sur les « valeurs contemporaines » et méditons le paragraphe sur le recrutement. Enfin on parle de « discrimination positive », on fait des choix rigoureux. Pas en faveur des minorités issues du passé colonial de la France, mais « des composantes ouvrières et populaires, de la jeunesse et des groupes issus de l'immigration, des intellectuels prolétariés, des artistes, des artisans, des acteurs du monde rural et des très nombreux entrepreneurs critiques ».

Question : qui mettra-t-on en numéro deux de la hiérarchie, ceux qui ne mériteront pas une discrimination positive ? Apparemment les ni-ouvriers-ni-populaires-ni-acteurs-du-monde-rural-ni-entrepreneurs qui sans être des intellectuels prolétariés ne sont pas vraiment des intellectuels ni des artistes. Qui, alors ?

De bons candidats à notre moindre intérêt seraient les travailleurs de la santé et de l'éducation, de la fonction publique, et les acteurs du lien social en milieu urbain (animateurs du tiers secteur, etc). C'est vrai qu'on en a déjà beaucoup trop...

On peut en effet s'agacer de la surreprésentation en nos rangs des fonctions médiatrices du corps social, de celles et ceux qui soignent les corps, les âmes et les liens interpersonnels. Mais je me demande si leur profession ne nourrit pas justement un tel rapport avec l'écologie politique qu'ils en deviennent légitimement les « hussards verts », comme les instituteurs furent les « hussards noirs » de la République radicale-socialiste.

Dominique Voynet - ex de la fonction publique hospitalière - a raison de ne pas vouloir s'en tenir à cette « base sociale ». Mais, quitte à hiérarchiser, il ne me paraît pas de bonne politique de s'abstraire de notre base sociale naturelle.

4/ Un parti du plus grand nombre :

Le parti de la phase qui s'ouvre, s'il veut donner sa place et faire agir ensemble des composantes que la société met rarement en contact diversifiera forcément les formes d'adhésion (locale, thématique, sectorielle) et les formes d'engagement. On le conçoit mal sans une organisation contractualisée de ses réseaux de sympathisants, et même de ses électeurs : il devra non seulement penser l'acculturation écologique des organisations existantes (associations ou syndicats) mais participer à l'invention et soutenir l'émergence de nouvelles formes d'action et d'organisation écologistes et d'éducation populaire transformant en pratiques les valeurs évoquées ci-dessus.

À moins de 20 à 30 000 militants, il n'y a évidemment aucune capacité à agir d'une manière autre que sous les formes actuelles de l'activisme et de la dispersion.

Ici rien à dire. Voici une proposition concrète qui nous ferait franchir une nouvelle étape. Si nous ne l'avions répétée dans toutes les AG des étapes antérieures. Un art simple et tout d'exécution...

5/ Un parti situé au coeur de la gauche :

Un parti qui affiche donc évidemment son inscription optimiste et convaincue dans le camp de la réforme.

Si l'alliance nouée dans la phase précédente avec le Parti Socialiste présente un caractère stratégique, c'est à la fois parce que le clivage droite/gauche, malgré ses limites, continuera longtemps ici comme ailleurs à structurer les représentations de nos concitoyens, et parce que ce parti organise et mobilise une partie des acteurs essentiels du changement.

Mais cette inscription ne signifie ni que nous souhaitons rester en face à face avec les socialistes ni que nous renoncions à l'objectif de les concurrencer électoralement, et bien sûr à les devancer stratégiquement.

Attention. L'expérience du 21 avril ne peut encore une fois être rayée d'un trait de plume. Il peut être dangereux, et pas forcément productif, de « plumer la volaille socialiste ». Si nous voulons gagner ensemble, le plus important est de gagner ceux que le PS n'a pas, même s'il est utile de lui piquer quelques uns de ses électeurs (« le concurrencer électoralement »).

Où trouver des électeurs sans faire « plonger » le PS derrière le Front National, c'est la seule question que nous posent non seulement les politologues, mais tous les électeurs/trices de bon sens. La réponse est « ailleurs », c'est-à-dire chez les « désabusés » et les « désespérés » du vote socialiste. Ils sont essentiellement dans l'abstention, ou à gauche du PS, ou à droite du PS. Ce que vise sans doute la phrase suivante :

Nous sommes donc attentifs aux évolutions d'un parti communiste rénové et retrouvant sa place dans une alliance très attentive aux couches populaires, tout comme nous ne pouvons rester indifférents aux effets sur la tradition centriste et démocrate-chrétienne des évolutions ultra-libérales d'une droite dominée par Sarkozy.

On le voit, l'auteure ne songe pas à « concurrencer » le PCF, mais à s'allier à un PCF rénové. On en déduit, par continuité de la phrase, qu'elle envisage d'en faire autant avec l'UDF devenue anti-Sarkozyste. Elle devrait lire de plus près les votes des UDF au Parlement européen : contrant mon rapport sur la politique de la Banque Centrale Européenne, ils ont sans broncher attribué la sclérose de l'Europe à l'insuffisance de la durée hebdomadaire du travail. Il est vrai que celle-ci n'a rien d'identitaire pour l'auteure, mais quand même..

En tout cas, les grands absents de son analyse sont les électeurs qui oscillent entre les votes protestataires d'extrême-gauche et l'abstention. Soit deux fois plus que les électeurs Verts, si l'on en croit la dernière élection présidentielle...

Mais c'est évidemment du côté des acteurs sociaux du changement que nous devons penser une relation nouvelle : ce que demandent ces acteurs, et ce dont ils ont besoin, ce n'est pas d'un parti politique qui se substitue à eux ou qui les singe.

C'est d'une formation écologiste qui leur donne toute leur place dans de nouveaux dispositifs démocratiques, qui invente de nouvelles modalités du débat public et de la gouvernance, qui oeuvre à la prise en compte de leurs propositions dans le cadre de nouvelles modalités, à la fois préventives et participatives, de traitement des conflits.

Voici donc ce que l'auteure propose aux mouvements sociaux et oppose à la « convergence solidaire » : des colloques. L'actuelle majorité des Verts a su en effet attirer les syndicats, mutuelles, associations, dans ses « 3 heures pour l'écologie » et autres « Conventions ». Mais cela ne serait pas allé bien loin si ces partenaires ne nous avaient par retrouvés à leur côté sur le terrain des luttes et des mobilisations.

6/ Un parti de second tour :

Quel que soit le mode de scrutin dans l'avenir, c'est-à-dire même en cas d'instauration de la proportionnelle, il ne peut y avoir d'équilibre au sein de la gauche que si l'écart électoral entre les deux formations les plus importantes s'est resserré au point que les Verts devancent leurs partenaires dans un nombre non négligeable de villes et de régions.

Si cet écart s'est resserré dans les grandes villes et dans certaines villes moyennes à sociologie particulière, il reste sauf exception béant dans les zones rurales, dans les banlieues et dans la France profonde.

Ce paragraphe plonge le lecteur dans la plus grande perplexité. On se réjouit certes que l'auteure ait remarqué que les Verts ne sont pas « à 3% ». Mais le tableau qu'elle dresse est d'une approximation déroutante, au point qu'on n'y perçoit même plus d'intention maligne (si ce n'est de faire miroiter l'inutilité de la proportionnelle).

« Parti de second tour », ça veut dire parti qui arrive au second tour en devançant ses alliés au premier, de façon à devenir par ses propres moyens le candidat de toute la gauche au second tour. Il ne s'agit donc pas des « circonscriptions réservées » ou de municipalités remportées par alliance dès le premier tour (Saumur, Bègles).

Bon. Cela arrive en effet dans un certain type de grandes villes aux cantonales : Grenoble, Lille... Mais aux municipales ? cela ne s'est produit, justement, que dans la France rurale profonde... ou dans les banlieues ouvrières (Ile-Saint-Denis, Les Mureaux). Il s'est toujours agi du résultat d'un long travail d'un individu ou d'équipes associatives. J'avoue donc ne pas voir où mène cette analyse fautive et ce que vise le « volontarisme » de la conclusion :

Notre parti ne peut rester longtemps sans se poser les problèmes de son implantation volontariste et de la conquête sur la carte électorale, de territoires traditionnellement et culturellement favorables aux écologistes (la ceinture de l'est et de l'ouest tout particulièrement) dans lesquelles nous représentons historiquement une chance de faire mieux que nos partenaires pour renverser les rapports de forces traditionnels entre les gauches et les droites.

7/ Un parti qui a vocation à gouverner :

Nous ne sommes donc pas voués à être une force qui fait l'appoint à d'autres ou qui n'accéderait à des exécutifs qu'en raison soit de la prise en compte de nos capacités de nuisance, soit par mansuétude proportionnaliste.

La proportionnelle n'est pas une charité. C'est une nécessité pour revivifier la démocratie, en permettant à chaque voix de compter, en rapprochant le corps élu de l'opinion des électeurs.

L'ambition 2004/2014 doit être d'accéder en position majoritaire à des exécutifs, d'occuper des positions gouvernementales non marginales qui soient au cœur de la décision publique, en France comme en Europe.

Cela ne s'improvise pas, cela se prépare : les lettres de mission ou les feuilles de route de celles et ceux à qui nous confierons ces responsabilités, doivent être clairs et assumés. Ils devront bénéficier de la solidarité de tous.

La participation à ce niveau de responsabilité (maires, présidents de régions, ministres) implique une capacité de production et d'intervention collective qui n'existent pas encore, tout comme est largement défailante la communication entre les différents niveaux d'implication militante.

Dans le parti que nous imaginons, la compétence technique doit être produite non seulement en fonction des manies ou des obsessions de tel ou tel, mais en fonction des chantiers et des priorités que nous nous serons fixés.

A des commissions performantes, associant des compétences externes devraient ainsi s'ajouter des plates-formes d'actions ciblées, permettant d'unir les militants à quelque endroit qu'ils se trouvent de la chaîne des responsabilités (réforme de l'éducation nationale, nouvelle politique de l'eau, diversification énergétique, recul de la circulation automobile et hausse des transports collectifs) et de construire les alliances nécessaires.

De ce charabia technocratique digne d'un consultant en ressources humaines dessiné par Plantu, résulte une

impression : les Verts sont pas des bons, c'est pour ça qu'ils n'ont pas eu beaucoup de ministres, et ils sont toujours pas des bons, même si quelques maniaques ont pu accéder à l'excellence dans leur hobby inutile (par exemple le repérage des facteurs environnementaux de telle ou telle maladie). La conclusion coule de source : pour occuper nos postes de ministres de dans deux ans, et leur cabinet, il faut recruter des bons :

Ce saut qualitatif implique aussi que nous soyons en situation d'influencer plus largement que ce n'est le cas la « haute fonction publique » et le monde de l'économie qui deviennent aussi, dans la logique évoquée ci-dessus, des cibles prioritaires d'implantation.

On remarquera que ce n'est pas les mêmes « cibles » que les discriminés positivement du paragraphe « évoqué ci-dessus ». A moins de considérer les cadres de la haute fonction publique et du « monde de l'économie » comme des intellectuels ou des artistes ? Ou qu'il y a deux filières de recrutement, une pour les adhérents et une pour les dirigeants ?

Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de peser dans les lieux de pouvoirs mais d'indiquer comment nous contribuons à en modifier le fonctionnement pour permettre l'exercice d'une démocratie plus effective, en mobilisant les ressources accumulées dans les réseaux comme les Assises de la Citoyenneté ou l'expérience de la Commission nationale du débat public.

8 / Un parti démocratique tout simplement :

Les questions de fonctionnement ou de statuts sont, non pas la source de tous nos maux mais la conséquence, aggravante en retour, de tout le reste.

L'audit participatif interne, dont j'ai pris l'initiative au secrétariat national, qui fut alors combattu par d'autres, avant d'être largement développé, a tout dit ou presque sur le sujet et les différentes motions en présence pour Reims abordent largement ces problèmes. Appliquons le ! Le plus vite sera le mieux.

Dans la phase qui s'ouvre à nous, il n'y a pas d'exigence interne plus pressante que de trouver les clefs d'un équilibre retrouvé entre un parlementarisme interne fort et la nécessité d'un exécutif également fort.

Nous vivons en fait sur une réalité qui est la faiblesse des deux, ce qui génère non seulement de grandes insatisfactions mais aussi des formes délétères de règlements des conflits et d'arbitrage dans la désignation des responsables.

Un parlement et un exécutif également forts supposent une réduction concomitante des phénomènes de baronnies qui, comme au parti socialiste d'ailleurs, pourrissent notre vie interne. Ces phénomènes sont le reflet d'un état de fait dans lequel les seules gratifications internes qu'on obtient dans notre parti sont de nature élective et passent donc par les territoires.

Il me semble que nous devons songer à renforcer ce parti de telle façon que la diversité des formes de militance, l'ouverture à l'externe, la prise de responsabilités dans les exécutifs, élargissent et gratifient autrement les profils de parcours personnels que la simple course à l'élection. En gros, parvenir à un parti « multipolaire » et rééquilibré.

Je dois dire que, depuis quelques paragraphes, la rédaction de ce texte prend un tour de plus technocratique qui décourage même la critique. Dominique a raison : les questions de fonctionnement ne sont que les conséquences des lignes politiques. Si on choisit la sienne, alors oui, le parti vert sera une organisation qui « gratifiera les parcours personnels de manière rééquilibrée ». On a envie d'ajouter « polytransversale et multidisciplinaire ».

Il apparaîtra alors clairement que l'existence de sensibilités doit être repensée de telle sorte qu'elle se concentre sur l'essentiel : l'animation et la gestion de la production politique collective.

Encore faut-il que le système ne pousse pas sans cesse à l'émiettement et qu'il donne une prime à ceux qui se rassemblent, encore faut-il que le repérage et la valorisation des compétences fassent l'objet de procédures spécifiques permettant d'échapper à la servile logique des clientèles et de la médiocrité.

Il y aurait ainsi, par exemple, une sorte de défouloir politique du parti désigné à la proportionnelle des courants, et par ailleurs des responsables opérationnels échappant à la médiocrité qu'il faudrait recruter par des « procédures spécifiques » pour éviter l'influence des parrains clientélistes, pardon, des courants. Nous avons connu d'ailleurs une ébauche de cette double hiérarchie (la proportionnaliste - le CE- et la méritocratique - le cabinet de la Secrétaire nationale) rue Mélingue vers 2002.

La question qui nous est ainsi posée est de savoir comment nous passerons de l'étape actuelle à la suivante.

Je crois utile que les Verts, placés aujourd'hui devant la responsabilité de franchir un cap, ne sombrent pas pour l'immédiat dans une forme de régression infantile typique des périodes adolescentes et qui consisteraient à ânonner des billevesées spontanéistes sous prétexte de radicalité.

Les textes concurrents ainsi habillés pour l'hiver, le texte de Dominique conclut par les bons vœux d'usage. Nous la remercions pour le décryptage ainsi offert du texte de son courant, Rassembler, et nous vous donnons RenDez Vous à l'Assemblée fédérale décentralisée !